

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

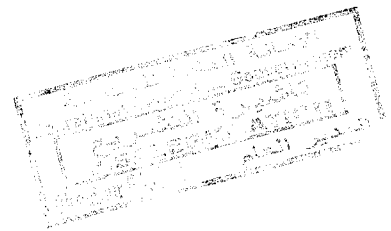
HONNEUR - FRATERNITE - JUSTICE

MINISTERE DES FINANCES



LOI DE FINANCES INITIALE BUDGET DE L'ETAT POUR L'ANNEE 2014

Direction Générale du Budget



Mars 2014

Je

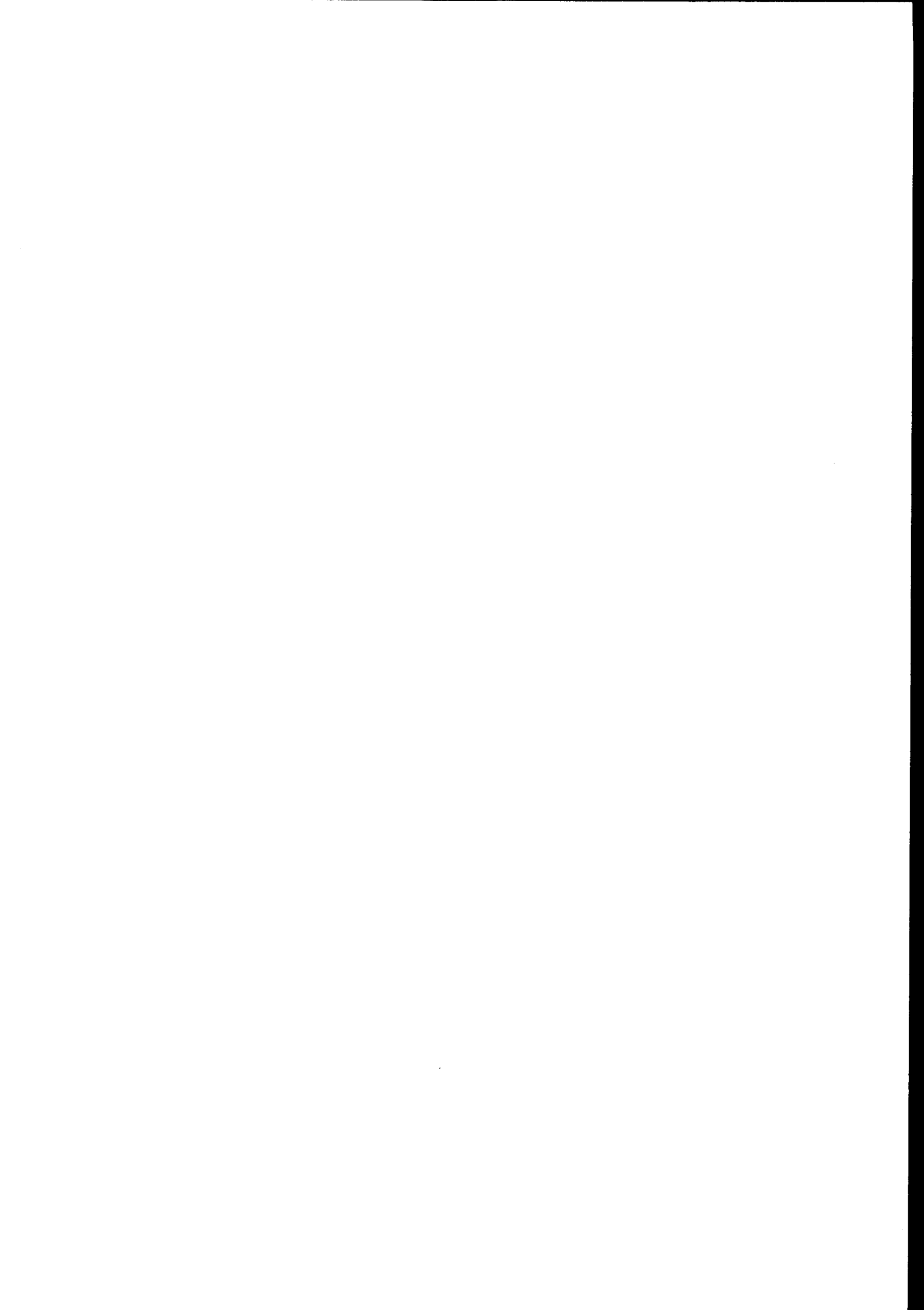


TABLE DES MATIERES

	Pages
PREMIERE PARTIE : LOI DE FINANCES	
1. DISPOSITIONS DE NATURE GENERALE	3
2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES	3
3. DISPOSITIONS DIVERSES	4
4. DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES..	5
DEUXIEME PARTIE : TABLEAUX RECAPITULATIFS	
1. RESSOURCES BUDGETAIRES	9
2. DEPENSES BUDGETAIRES.....	13
3. DEPENSES PAR TITRE BUDGETAIRE.....	15
4. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DEPENSES BUDGETAIRES.....	89
5. CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DEPENSES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	95

Ma

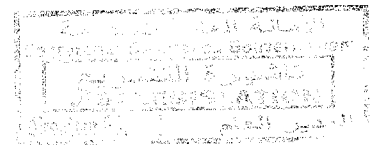
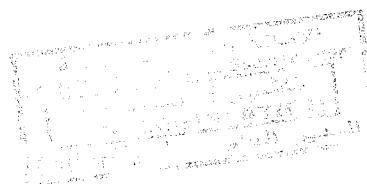


TABLE DES MATIERES

n° Titre	TITRE	PAGE
01	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	15
02	MINISTÈRE SECRÉTARIAT GENERAL DE LA PRÉSIDENTE	15
03	PREMIER MINISTÈRE	16
04	SENAT	17
05	ASSEMBLEE NATIONALE	17
06	HAUT CONSEIL ISLAMIQUE	17
07	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	17
08	COUR DES COMPTES	18
09	SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	18
10	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	19
11	MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPÉRATION	20
12	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	24
13	HAUT CONSEIL DE LA FATWA ET DES RECOURS GRACIEUX	26
14	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	26
16	MINISTÈRE DES FINANCES	31
17	MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU DÉVELOPPEMENT	33
18	MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	36
19	MINISTÈRE DES PÊCHES ET DE L'ÉCONOMIE MARITIME	38
21	MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS	39
22	MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT RURAL	41
23	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	45
25	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE	45
32	COUR SUPRÊME	52
33	MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE	52
34	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	52
36	CONSEIL DU PRIX CHINGUITTI	52
37	MINISTÈRE DE LA CULTURE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	53
39	MINISTÈRE DES AFFAIRES ISLAMQUES ET DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINEL	56
42	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	58
47	HAUTE AUTORITÉ POUR LA PRESSE ET L'AUDIOVISUEL	60
53	MINISTÈRE DE LA SANTÉ	60
64	MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	68
68	MINISTÈRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION CHARGE DES MAURITANIENS DE L'ETRANGER	69
69	MINISTÈRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION CHARGE DE L'UNION DU MAGHREB ARABE ET DES AFFAIRES AFRICAINES	70
72	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	70
73	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION	70
75	MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	73
76	MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	75
77	MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	77
78	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	79
80	COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, A L'ACTION HUMANITAIRE ET AUX RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE	81
82	MINISTÈRE DE DU PÉTROLE, L'ÉNERGIE ET DES MINES	82
94	MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	83
95	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	87
97	PROGRAMME D'URGENCE	87
99	DEPENSES COMMUNES, CHARGES DE LA DETTE, COMPTES SPÉCIAUX, PRETS, AVANCES ET PARTICIPATIONS	87



**PARTIE I : DISPOSITIONS FISCALES ET
DOUANIERES**



ba





Loi n° 2014-002 portant loi de finances
initiale pour l'année 2014



L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit,

PREMIERE PARTIE

1. DISPOSITIONS DE NATURE GENERALE

Article premier : -- Caractère exécutoire du budget de l'année 2014

Le budget de l'Etat de l'année 2014 sera exécuté conformément aux dispositions de la présente loi de finances, des lois de finances et ordonnances antérieures, en tout ce qui n'a pas été modifié ou abrogé.

2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 2. Autorisation de percevoir les impôts existants et les impôts dont la création est proposée.

La perception des impôts, taxes, contributions, redevances, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2014, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

ART 3.2 : modifications du tarif douanier - par dérogation aux dispositions de la loi 66-145 du 26 juillet 1966 portant Code des Douanes, telles que modifiées à ce jour, la fiscalité inscrite au Tarif des Douanes au titre des droits et taxes est modifiée comme suit :

Art 3.2.1 - L'importation des gruaux et semoules de froment (blé) (11 03 11 00) et des agglomérés de froment (blé) sous forme de pellets (11 03 20 00) est soumise à un taux global de 3,53% pour les industries et à 23,49% pour usages autres qu'industriels.

Art 3.2.2 - Le taux du Droit fiscal à l'importation (DFI) est relevé à 20% de la valeur en douane à l'importation pour les produits suivants :

04.01	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres
	édulcorants.
0401.10.00	D'une teneur en poids de matières grasses n'excédant pas 1 %
0401.20.00	D'une teneur en poids de matières grasses excédant 1 % mais
	n'excédant pas 6 %
0401.40.00	D'une teneur en poids de matières grasses excédant 6 %
	mais n'excédent pas 10%
0401.50.00	D'une teneur en poids de matières grasses excédant 10%

Art 3.2.3 - Il est crée une taxe de consommation de 30%, dénommée taxe de consommation sur les eaux minérales (TCE), applicable sur la valeur en douane à l'importation pour les produits de la position 22-01.

Art 3.2.4 - Il est crée une taxe de consommation de 10%, dénommée taxe de consommation sur le lait UHT, applicable sur la valeur en douane à l'importation pour les produits de la position 04-01

Art 3.2.5 - L'exportation des peaux et cuirs (chapitre 41) est soumise au paiement du droit fiscal à la sortie de 10%.

Art 3.2.6 - L'article 46 Parag 4 alinéa (c) de la loi 2013 - 001 du 02 janvier 2013 instituant la Zone franche de Nouadhibou est modifié ainsi qu'il suit :

« Les véhicules et engins de tout genre et les pièces détachées y afférentes, les équipements, les matériels et matériaux ainsi que tout autre produit ou marchandises importées à l'état usagé. »

Le reste sans changement.

3. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 4 : il est crée un Compte d'affectation spéciale (CAS) intitulé « contribution des opérateurs pétroliers à la formation et au perfectionnement du personnel du Ministère du pétrole, de l'énergie et des mines, au suivi des opérations pétrolières et à la promotion du secteur pétrolier ».

Ce compte est alimenté par les recettes provenant du Fonds national de revenus des hydrocarbures (FNRH) et relatives aux activités de formation, de suivi des opérations pétrolières et de promotion du secteur pétrolier telles que prévues dans les contrats d'exploration-production.

Les dépenses éligibles à ce compte sont celles relatives à la formation et au perfectionnement des agents du Ministère du pétrole, de l'énergie et des mines, au suivi des opérations pétrolières et à la promotion du secteur pétrolier.

Les modalités pratiques de gestion et de suivi de ce compte sont fixées par arrêté conjoint du Ministre des finances et du Ministre du pétrole, de l'énergie et des mines.

Article 5 : autorisation de tirage sur le Fonds national de revenus des hydrocarbures.

Pour les besoins de financement du budget, il est autorisé un tirage de 25.000.000.000 d'Ouguiya sur le Fonds national de revenus des hydrocarbures (FNRH).

Article 6 : avances accordées à l'Etat par la Banque Centrale de Mauritanie

L'autorisation préalable stipulée à l'article 73 des statuts de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) est accordée pour le montant des avances consenties au Trésor Public.

Article 7 : garanties et avals

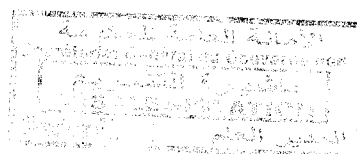
Autorisation est accordée à l'Etat, au titre de l'année 2014, pour consentir des garanties et avals, dans la limite de cinq milliards (5.000.000.000) d'Ouguiya.

4. DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 8 : récapitulatif des ressources.

Pour l'année 2014, le montant des ressources affectées au budget de l'Etat s'élève à Quatre cent vingt neuf milliards sept cent trente huit millions cinq cent trente deux mille quatre cents (429.738.532.400) Ouguiya, et se répartit comme suit :

RESSOURCES	LFR 2013 (UM)	LFI 2014 (UM)	VARIATION	
			UM	%
--- Recettes fiscales	252 947 188 300	293 116 637 700	40 169 449 400	15,88
--- Recettes non fiscales	133 568 938 500	106 001 079 800	-27 567 858 700	-20,64
--- Recettes en capital	2 100 000 000	1 612 627 900	-487 372 100	-23,21
--- Remboursement des prêts et avances	100 000 000	100 000 000	---	---
--- Comptes d'affectation spéciale	65 200 000 000	10 000 000 000	-55 200 000 000	-84,66
--- Allègement de la dette	3 239 936 300	3 272 280 600	32 344 300	1,00
--- Solde budgétaire (excédent)	74 312 785 000	9 364 093 600	64 948 691 400	87,40
--- Prélèvement du compte pétrolier	19 516 019 700	25 000 000 000	5 483 980 300	28,10
TOTAL DES RESSOURCES	402 359 297 800	429 738 532 400	27 379 234 600	6,80



Article 9: récapitulatif des charges.

Pour l'année 2014, le montant des charges est fixé à la somme de Quatre cent vingt neuf milliards sept cent trente huit millions cinq cent trente deux mille quatre cents (429.738.532.400) Ouguiya, et se répartit comme suit :

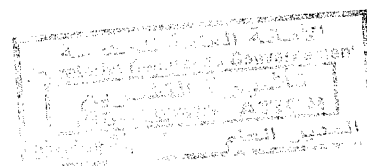
CHARGES	LFR 2013 (UM)	LFI 2014 (UM)	VARIATION	
			UM	%
--- Pouvoirs publics et fonctionnement des administrations	247 559 297 800	257 059 314 900	9 500 017 100	3,84
--- Dette Publique	36 700 000 000	39 579 217 500	2 879 217 500	7,85
* <i>Intérêts</i>	17 130 400 000	15 831 689 200	-1 298 710 800	-7,58
* <i>Amortissement</i>	19 569 600 000	23 747 528 300	4 177 928 300	21,35
--- Dépenses d'Investissement	110 000 000 000	120 000 000 000	10 000 000 000	9,09
--- Plafond des prêts et avances pouvant être consentis	100 000 000	100 000 000	----	----
--- Prises de participations	3 000 000 000	3 000 000 000	----	----
--- Comptes d'affectation spéciale	5 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	100,00
TOTAL DES CHARGES	402 359 297 800	429 738 532 400	27 379 234 600	6,80

Article 10 : équilibre budgétaire.

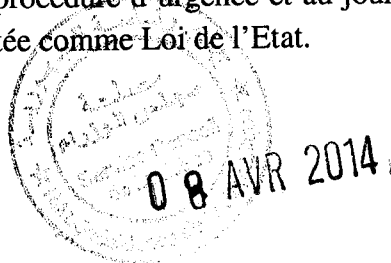
L'équilibre général des ressources et des charges pour 2013-2014 s'établit ainsi (en UM) :

I- BUDGET GENERAL	LFR 2013		LFI 2014	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF				
1.1. Dépenses de fonctionnement (y/c intérêts dette)		264 689 697 800		272 891 004 100
1.2. Dépenses en Capital		129 569 600 000		143 747 528 300
* Investissement		110 000 000 000		120 000 000 000
* Amortissement du capital de la dette		19 569 600 000		23 747 528 300
1.3. Recettes courantes	386 516 126 800		399 117 717 500	
1.4. Recettes en Capital	2 100 000 000		1 612 627 900	
1.5. Aides, dons, subventions				
1.6. Prélèvement du compte pétrolier	19 516 019 700		25 000 000 000	
1.7. Déficit budgétaire				
1.8. Allègement de la dette	3 239 936 300		3 272 280 600	
1.9. Excédent	74 312 785 000		9 364 093 600	
TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	337 059 297 800	394 259 297 800	419 638 532 400	416 638 532 400
B - OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE				
2. Comptes de prêts	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
2.1. Prêts consentis		50 000 000		50 000 000
2.2. Prêts remboursés	50 000 000		50 000 000	
3. Comptes d'avances	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
3.1. Avances consenties		50 000 000		50 000 000
3.2. Avances remboursées	50 000 000		50 000 000	
4 Participation	----	3 000 000 000	----	3 000 000 000
4.1 Prise de participation	----	3 000 000 000	----	3 000 000 000
TOTAL DES OPERATIONS A CARACTERE PROVISOIRE	100 000 000	3 100 000 000	100 000 000	3 100 000 000
II-BUDGETS ANNEXES ET COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	65 200 000 000	5 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000
1. Recettes	65 200 000 000		10 000 000 000	
2. Dépenses		5 000 000 000		10 000 000 000
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES ET DES CHARGES	402 359 297 800	402 359 297 800	429 738 532 400	429 738 532 400

Me



Article 11 : la présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et au journal officiel de la République Islamique de Mauritanie, et exécutée comme Loi de l'Etat.

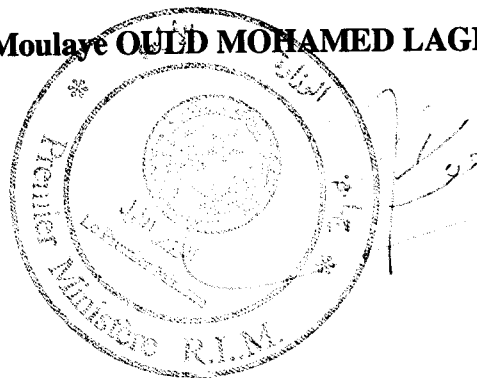


MOHAMED OULY ABDEL AZIZ



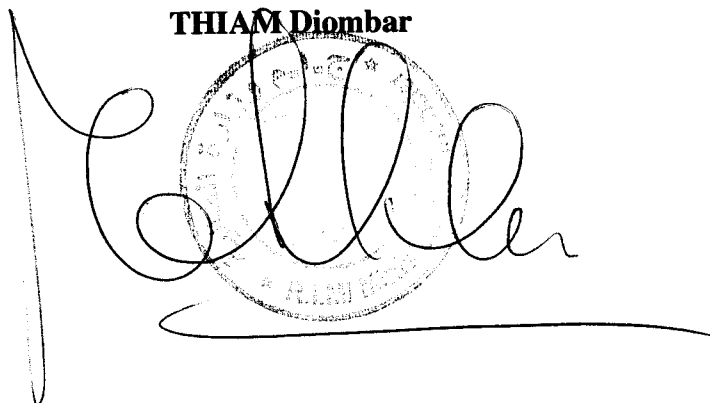
Le Premier Ministre,

Moulaye OULD MOHAMED LAGHDAF

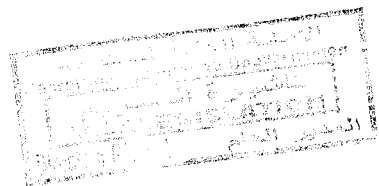


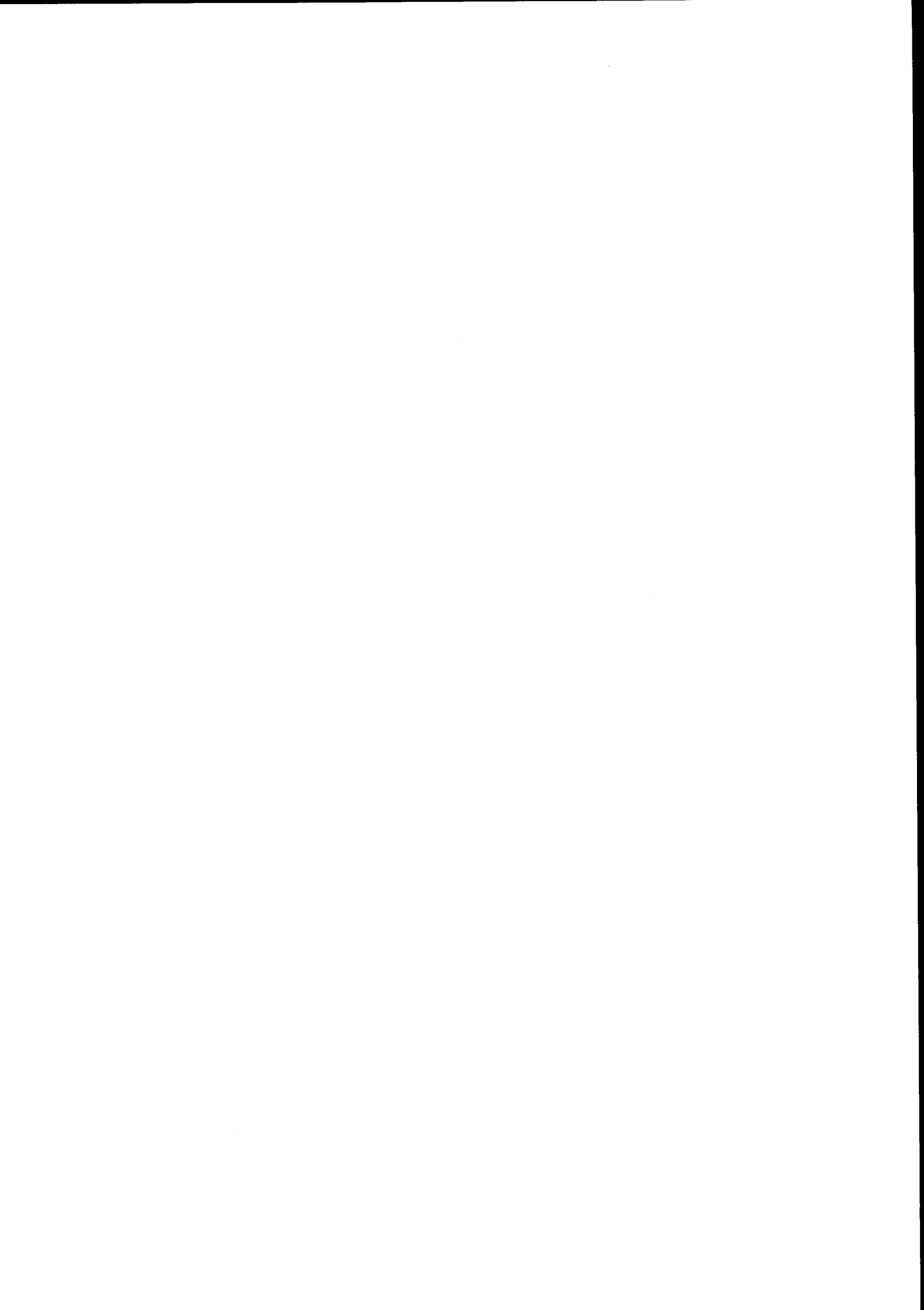
Le Ministre des Finances,

THIAM Diombar



PARTIE II : TABLEAUX RECAPITULATIFS





RESSOURCES BUDGETAIRES 2013-2014 (en UM)

RESSOURCES BUDGETAIRES	LFR 2013	LFI 2014	VARIATION	
			UM	%

TITRE 1: RECETTES FISCALES

CHAPITRE 1 : IMPOTS SUR LES BENEFICES ET REVENUS NETS

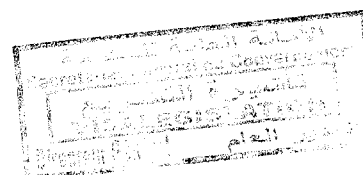
Article 1: Impôts généraux sur les revenus	345 559 800	-	-	-
Paragraphe 1: Impôts généraux sur les revenus	345 559 800	-	-	-
Article 2: Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur les bénéfices des exploitants agricoles	41 581 134 800	47 333 867 700	5 752 732 900	13,83
Paragraphe 1: Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux et sur les bénéfices des exploitants agricoles/IMF Douanes	41 581 134 800	47 333 867 700	5 752 732 900	13,83
Article 3: Impôts sur les bénéfices non commerciaux	18 865 200	21 021 400	2 156 200	11,43
Paragraphe 1: Impôts sur les bénéfices non commerciaux	18 865 200	21 021 400	2 156 200	11,43
Article 4: Impôts sur les revenus de capitaux mobiliers	7 000 000 000	7 890 000 000	890 000 000	12,71
Paragraphe 1: Impôts sur les revenus de capitaux mobiliers	7 000 000 000	7 890 000 000	890 000 000	12,71
Article 5: Impôts sur les traitements, salaires et pensions viagères	32 365 114 300	36 455 673 900	4 090 559 600	12,64
Paragraphe 1: Impôts sur les traitements, salaires et pensions viagères	32 365 114 300	36 455 673 900	4 090 559 600	12,64
Article 6: Impôts sur le revenu foncier	661 050 000	900 000 000	238 950 000	36,15
Paragraphe 1: Impôts sur le revenu foncier	661 050 000	900 000 000	238 950 000	36,15
Article 28 : Régime simplifié d'imposition	4 354 440 200	4 800 000 000	445 559 800	10,23
Paragraphe 1: Régime simplifié d'imposition	4 354 440 200	4 800 000 000	445 559 800	10,23
Sous total chapitre	85 665 114 300	96 500 563 000	10 835 448 700	12,65

CHAPITRE 2 : TAXE SUR LA MAIN D'ŒUVRE A LA CHARGE DES EMPLOYEURS

Article 1: Taxe d'apprentissage	332 948 800	400 000 000	67 051 200	20,14
Paragraphe 1: Taxe d'apprentissage	332 948 800	400 000 000	67 051 200	20,14
Sous total chapitre	332 948 800	400 000 000	67 051 200	20,14

CHAPITRE 3 : IMPOTS SUR LA PROPRIETE ET LES TRANSACTIONS SUR LA PROPRIETE

Article 3: Droit d'enregistrement	2 700 000 000	3 240 000 000	540 000 000	20,00
Paragraphe 1: Droit d'enregistrement	2 700 000 000	3 240 000 000	540 000 000	20,00
Sous total chapitre	2 700 000 000	3 240 000 000	540 000 000	20,00



CHAPITRE 4 : TAXE SUR LES BIENS ET SERVICES

Article 1: Taxe sur la valeur ajoutée	90 521 410 900	108 968 000 000	18 446 589 100	20,38
Paragraphe 1: Taxe sur la valeur ajoutée intérieure	35 681 410 900	45 968 000 000	10 286 589 100	28,83
Paragraphe 2: Taxe sur la valeur ajoutée des importations	55 840 000 000	64 000 000 000	8 160 000 000	14,61
<i>Paragraphe 3 : Remboursement Taxe sur la valeur ajoutée</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>1 000 000 000</i>	-	-
Article 2: Taxe sur le chiffre d'affaires	19 500 000 000	20 555 000 000	1 055 000 000	5,41
Paragraphe 2: Taxe sur le chiffre d'affaires (SNIM)	19 500 000 000	20 555 000 000	1 055 000 000	5,41
Article 3 : Taxe sur les opérations financières	4 407 396 900	3 966 657 200	-440 739 700	-10,00
Paragraphe 1: Taxe sur les opérations financières	4 407 396 900	3 966 657 200	-440 739 700	-10,00
Article 4: Accises	8 150 000 000	10 500 000 000	2 350 000 000	28,83
Paragraphe 1: Taxe sur les produits pétroliers	3 510 000 000	5 100 000 000	1 590 000 000	45,30
Paragraphe 4: Taxe de consommation sur le ciment	1 435 652 300	1 478 033 000	42 380 700	2,95
Paragraphe 5: Autres taxes (sucre, thé, tabac)	3 204 347 700	3 921 967 000	717 619 300	22,40
Article 6: Taxe sur les services déterminés	685 000 800	1 137 485 100	452 484 300	66,06
Paragraphe 1: Taxe sur les assurances	200 000 000	337 485 100	137 485 100	68,74
Paragraphe 3: Taxe d'aéroport	485 000 800	800 000 000	314 999 200	64,95
Article 7: Taxe sur les véhicules à moteur	2 834 266 600	3 117 693 200	283 426 600	10,00
Paragraphe 1: Taxe sur les véhicules	2 834 266 600	3 117 693 200	283 426 600	10,00
Article 8: Autres taxes sur les biens et services				
Sous total chapitre	126 098 075 200	148 244 835 500	22 146 760 300	17,56

CHAPITRE 5 : IMPOTS SUR LE COMMERCE ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES

Article 2: Droit fiscal à l'importation	25 440 000 000	27 940 000 000	2 500 000 000	9,83
Paragraphe 1: Droit fiscal à l'importation	25 440 000 000	27 940 000 000	2 500 000 000	9,83
Article 3: Taxe statistique	4 740 000 000	4 100 000 000	-640 000 000	-13,50
Paragraphe 1: Taxe statistique	4 740 000 000	4 100 000 000	-640 000 000	-13,50
Article 5: Autres taxes à l'importation				
Paragraphe 1: Autres taxes à l'importation				
Sous Total chapitre	30 180 000 000	32 040 000 000	1 860 000 000	6,16

CHAPITRE 6 : AUTRES RECETTES FISCALES

Article 1: Droits de timbre	6 310 000 000	8 291 239 200	1 981 239 200	31,40
Paragraphe 1: Droits de timbre	6 310 000 000	8 291 239 200	1 981 239 200	31,40
Article 3: Divers	1 000 000 000	3 500 000 000	2 500 000 000	250,00
Paragraphe 1: Divers	1 000 000 000	3 500 000 000	2 500 000 000	250,00
Sous Total chapitre	7 310 000 000	11 791 239 200	4 481 239 200	61,30
TOTAL TITRE I	252 947 188 300	293 116 637 700	40 169 449 400	15,88

TITRE 2: RECETTES NON FISCALES

CHAPITRE 1 : REVENUS DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PROPRIETE

Article 1: Revenu entreprises publiques et institutions financières	49 780 042 500	54 689 870 900	4 909 828 400	9,86
Paragraphe 5: PANDB	500 000 000	200 000 000	-300 000 000	-60,00
Paragraphe 6: PANPA	1 000 000 000	800 000 000	-200 000 000	-20,00
Paragraphe 7: BCM	7 000 000 000	800 000 000	-6 200 000 000	-88,57
Paragraphe 8: SNIM	37 280 042 500	48 000 000 000	10 719 957 500	28,76
Paragraphe 9: MAURITEL	4 000 000 000	4 889 870 900	889 870 900	22,25
Paragraphe 10 : Autres recettes	---	---	---	---
Article 2: Recettes pêche	60 884 500 000	30 188 725 000	-30 695 775 000	-50,42
Paragraphe 1: Redevances/compensat° financière/droits d'accès	60 784 500 000	30 083 725 000	-30 700 775 000	-50,51
Paragraphe 9: Amendes de pêche	100 000 000	105 000 000	5 000 000	5,00
Article 9: Divers revenus de biens, créances et domaine de l'Etat	10 904 396 000	11 122 483 900	218 087 900	2,00
Paragraphe 1: Recettes diverses du domaine	10 904 396 000	11 122 483 900	218 087 900	2,00
Sous Total chapitre	121 568 938 500	96 001 079 800	-25 567 858 700	-21,03

CHAPITRE 9 : RECETTES DIVERSES

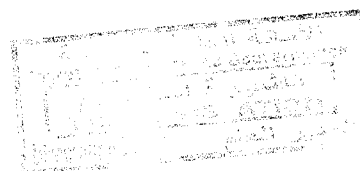
Article 3: Dette rétrocédée	---	---	---	---
Paragraphe 1: Dette rétrocédée	---	---	---	---
Article 4: Recettes pétrolières	19 516 019 700	25 000 000 000	5 483 980 300	28,10
Paragraphe 1: Revenus tirés du compte pétrolier	19 516 019 700	25 000 000 000	5 483 980 300	28,10
Article 9: Autres recettes diverses	12 000 000 000	10 000 000 000	-2 000 000 000	-16,67
Paragraphe 1: Autres recettes diverses	12 000 000 000	10 000 000 000	-2 000 000 000	-16,67
Sous Total chapitre	31 516 019 700	35 000 000 000	3 483 980 300	11,05

TOTAL TITRE 2	153 084 958 200	131 001 079 800	-22 083 878 400	-14,43
----------------------	------------------------	------------------------	------------------------	---------------

TITRE 3 : RECETTES EN CAPITAL

CHAPITRE 2 : VENTE DE CAPITAL FIXE, DE STOCKS, DE TERRAINS ET D'ACTIFS INCORPORELS

Article 1: Vente de terrains et d'actifs incorporels	2 100 000 000	1 612 627 900	-487 372 100	-23,21
Paragraphe 2: Terrains	2 000 000 000	1 162 890 600	-837 109 400	-41,86
Paragraphe 4: Autres actifs	100 000 000	449 737 300	349 737 300	349,74
Sous Total chapitre	2 100 000 000	1 612 627 900	-487 372 100	-23,21
TOTAL TITRE 3	2 100 000 000	1 612 627 900	-487 372 100	-23,21



TITRE 5 : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**CHAPITRE 1 : COMPTES DE PRETS**

<i>Article 2</i> : Prêts remboursés	50 000 000	50 000 000	---	---
Sous Total chapitre	50 000 000	50 000 000	---	---

CHAPITRE 2 : COMPTES D'AVANCES

<i>Article 2</i> : Avances remboursées	50 000 000	50 000 000	---	---
Sous Total chapitre	50 000 000	50 000 000	---	---

CHAPITRE 3 : COMPTES D'AFFECTION SPECIALE

<i>Article 1</i> : Comptes d'affectation spéciale	65 200 000 000	10 000 000 000	-55 200 000 000	-84,66
Sous Total chapitre	65 200 000 000	10 000 000 000	-55 200 000 000	-84,66

TOTAL TITRE 5	65 300 000 000	10 100 000 000	-55 200 000 000	-84,53
----------------------	-----------------------	-----------------------	------------------------	---------------

TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	473 432 146 500	435 830 345 400	-37 601 801 100	-7,94
-------------------------------------	------------------------	------------------------	------------------------	--------------

DEPENSES BUDGETAIRES 2013-2014 (EN UM)

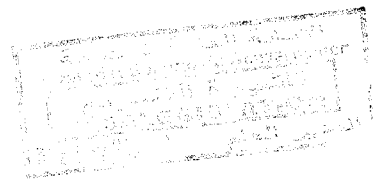
NATURE DES DEPENSES	LFR 2013	LFI 2014	VARIATION	
			En UM	En %
<u>Dépenses de fonctionnement (hors intérêts de la dette)</u>	<u>247 559 297 800</u>	<u>257 059 314 900</u>	<u>9 500 017 100</u>	<u>3,84</u>
--- Traitements et salaires	103 820 523 700	106 852 523 700	3 032 000 000	2,92
--- Dépenses sur biens et services	61 477 854 400	65 205 471 500	3 727 617 100	6,06
--- Subventions et transferts	70 460 919 700	72 575 919 700	2 115 000 000	3,00
--- Charges non ventilées	11 800 000 000	12 425 400 000	625 400 000	5,30
<u>Intérêts de la dette</u>	<u>17 130 400 000</u>	<u>15 831 689 200</u>	<u>-1 298 710 800</u>	<u>-7,58</u>
--- Dette extérieure	10 630 400 000	9 831 689 200	-798 710 800	-7,51
--- Dette intérieure	6 500 000 000	6 000 000 000	-500 000 000	-7,69
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	264 689 697 800	272 891 004 100	8 201 306 300	3,10
DEPENSES EN CAPITAL	129 569 600 000	143 747 528 300	14 177 928 300	10,94
<u>Dépenses d'investissement</u>	<u>110 000 000 000</u>	<u>120 000 000 000</u>	<u>10 000 000 000</u>	<u>9,09</u>
--- Autofinancement	110 000 000 000	120 000 000 000	10 000 000 000	9,09
<u>Amortissement de la dette</u>	<u>19 569 600 000</u>	<u>23 747 528 300</u>	<u>4 177 928 300</u>	<u>21,35</u>
--- Dette extérieure	19 569 600 000	23 747 528 300	4 177 928 300	21,35
--- Dette intérieure	-	-	-	-
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PARTICIPAT°, AVANCES ET PRETS NETS	8 100 000 000	13 100 000 000	5 000 000 000	61,73
--- Prises de participations	3 000 000 000	3 000 000 000	----	----
--- Avances et prêts nets	100 000 000	100 000 000	----	----
--- Comptes d'affectation spéciale	5 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	100,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	402 359 297 800	429 738 532 400	27 379 234 600	6,80

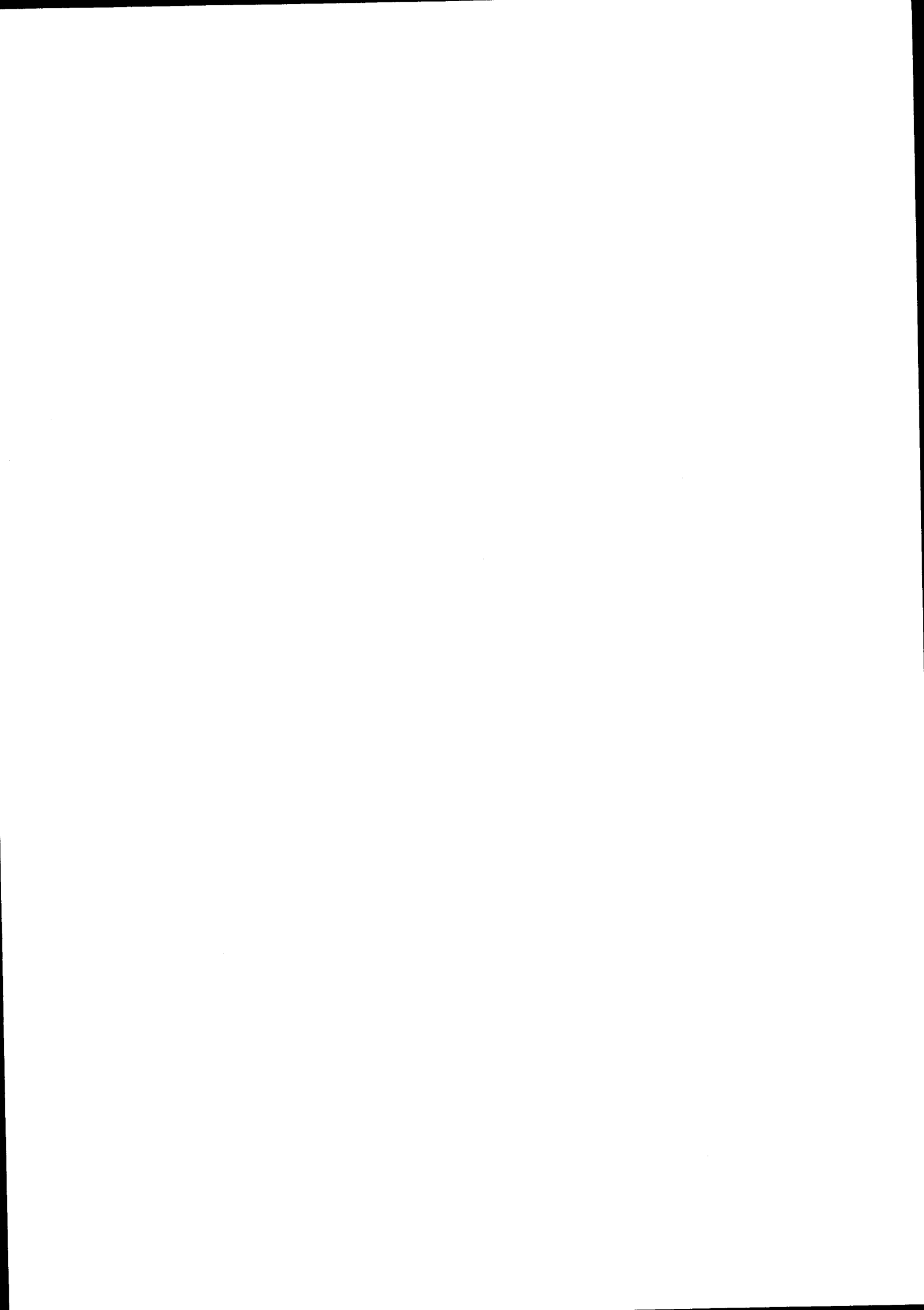


Répartition du budget de l'Etat 2014 par partie et par article

Budget	Libellé Budget	Code Partie	Libellé Partie	Code Article	Libellé article	LFI 2014
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	1	Traitements et salaires	1	Charges du personnel	106 852 523 700
			Total partie 1			106 852 523 700
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	2	Biens et Services	1	Achats des biens	36 478 484 234
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	2	Biens et Services	2	Charges externes	5 297 402 257
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	2	Biens et Services	3	Autres charges externes	18 151 265 009
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	2	Biens et Services	4	Dotations	5 278 320 000
			Total partie 2			65 205 471 500
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	3	Charges de la dette	1	Intérêts de la dette	15 831 689 200
			Total partie 3			15 831 689 200
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	4	Subventions et transferts	1	Dons, subvention et transferts	72 575 919 700
			Total partie 4			72 575 919 700
1	BUDGET DE FONCTIONNEMENT	5	Crédits non ventilés	1	Charges non ventilées	12 425 400 000
			Total partie 5			12 425 400 000
			Total budget de fonctionnement			272 891 004 100
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	1	Traitements et salaires	1	Charges du personnel	295 800 000
						295 800 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	2	Biens et Services	1	Achats des biens	1 431 900 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	2	Biens et Services	2	Charges externes	3 320 200 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	2	Biens et Services	3	Autres charges externes	2 738 020 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	2	Biens et Services	5	Stocks d'approvisionnement	2 000 000
						7 492 120 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	4	Subventions et transferts	1	Dons, subvention et transferts	7 793 500 000
						7 793 500 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	6	Acquisition d'avoirs fixes	1	Immobilisation Incorporelles	2 958 890 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	6	Acquisition d'avoirs fixes	2	Immobilisation corporelles	100 703 690 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	6	Acquisition d'avoirs fixes	3	Immobilisations en cours	746 000 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	6	Acquisition d'avoirs fixes	4	Dotations	10 000 000
						104 418 580 000
			Total dépense d'investissement			120 000 000 000
2	BUDGET D'INVESTISSEMENT	8	Amortissement de la dette	1	Emprunts et dettes assimilées	23 747 528 300
						23 747 528 300
6	Comptes spéciaux du Trésor (comptes de prêts, d'avances, de participations et comptes d'affectation spéciale)	9	Prêts, avances et participations	1	Prêts et avances	50 000 000
6	Comptes spéciaux du Trésor (comptes de prêts, d'avances, de participations et comptes d'affectation spéciale)	9	Prêts, avances et participations	3	Participations	3 050 000 000
6	Comptes spéciaux du Trésor (comptes de prêts, d'avances, de participations et comptes d'affectation spéciale)		Comptes d'affectation spéciale			10 000 000 000
						13 100 000 000
			Total général du PLFI			429 738 532 400

DEPENSES PAR TITRE BUDGETAIRE





NOMENCLATURE DETAILLEE MONTANT

TITRE N 01

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

TOTAL DU TITRE : 1 355 269 799

01 : BUDGET DE FONCTIONNEMENT

TOTAL : 1 355 269 799

Chap 01 CABINET	924 194 640
<i>S/Chap 01 cabinet</i>	911 194 640
Partie 1 Traitements et salaires	358 594 640
<i>Article 1 Charges du personnel</i>	358 594 640
Partie 2 Biens et Services	275 100 000
<i>Article 1 Achats des biens</i>	13 000 000
<i>Article 2 Charges externes</i>	250 000 000
<i>Article 3 Autres charges externes</i>	12 100 000
Partie 4 Subventions et transferts	37 500 000
<i>Article 1 Dons, subventions et transferts</i>	37 500 000
Partie 5 Crédits non ventilés	240 000 000
<i>Article 1 Charges non ventilées</i>	240 000 000
<i>S/Chap 02 protocole d'état</i>	13 000 000
Partie 5 Crédits non ventilés	13 000 000
<i>Article 1 Charges non ventilées</i>	13 000 000
Chap 82 ÉTAT MAJOR PARTICULIER	301 496 556
<i>S/Chap 01 état major particulier</i>	301 496 556
Partie 2 Biens et Services	291 496 556
<i>Article 1 Achats des biens</i>	122 114 384
<i>Article 2 Charges externes</i>	50 000 000
<i>Article 3 Autres charges externes</i>	119 382 172
Partie 5 Crédits non ventilés	10 000 000
<i>Article 1 Charges non ventilées</i>	10 000 000
Chap 84 BUREAU DE SECURITE	11 150 000
<i>S/Chap 01 bureau de sécurité</i>	11 150 000
Partie 2 Biens et Services	9 150 000
<i>Article 1 Achats des biens</i>	9 150 000
Partie 5 Crédits non ventilés	2 000 000
<i>Article 1 Charges non ventilées</i>	2 000 000
Chap 85 DGSED	112 269 203
<i>S/Chap 01 dgsed</i>	108 892 803
Partie 2 Biens et Services	38 880 903
<i>Article 1 Achats des biens</i>	14 259 000
<i>Article 2 Charges externes</i>	2 940 000
<i>Article 3 Autres charges externes</i>	21 681 903
Partie 5 Crédits non ventilés	70 011 900
<i>Article 1 Charges non ventilées</i>	70 011 900
<i>S/Chap 71 entretien de bâtiments administratifs</i>	3 376 400
Partie 2 Biens et Services	3 376 400
<i>Article 2 Charges externes</i>	3 376 400
Chap 86 INSPECTION GÉNÉRALE DES FORCES ARMÉES	6 159 400

NOMENCLATURE DETAILLEE MONTANT

<i>S/Chap 71 entretien de bâtiments administratifs</i>	6 159 400
Partie 2 Biens et Services	6 159 400
<i>Article 2 Charges externes</i>	6 159 400

TITRE N 02

MINISTÈRE SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

TOTAL DU TITRE : 8 882 462 248

01 : BUDGET DE FONCTIONNEMENT

TOTAL : 11 175 771 748

Chap 01 CABINET	43 675 750
<i>S/Chap 01 cabinet</i>	43 675 750
Partie 2 Biens et Services	39 675 750
<i>Article 1 Achats des biens</i>	20 034 250
<i>Article 2 Charges externes</i>	11 245 500
<i>Article 3 Autres charges externes</i>	8 396 000
Partie 5 Crédits non ventilés	4 000 000
<i>Article 1 Charges non ventilées</i>	4 000 000
Chap 02 DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES	4 330 037
<i>S/Chap 01 direction des affaires administrative et financières</i>	4 330 037
Partie 2 Biens et Services	4 330 037
<i>Article 1 Achats des biens</i>	2 166 667
<i>Article 3 Autres charges externes</i>	2 163 370
Chap 04 SERVICE DU CONSEIL DES MINISTRES	3 016 667
<i>S/Chap 01 service du conseil des ministres</i>	3 016 667
Partie 2 Biens et Services	3 016 667
<i>Article 1 Achats des biens</i>	1 391 667
<i>Article 2 Charges externes</i>	1 125 000
<i>Article 3 Autres charges externes</i>	500 000
Chap 40 CIC - CENTRE INTERNATIONAL DE CONFÉRENCES	67 694 815
<i>S/Chap 01 cic - centre international de conférences</i>	67 694 815
Partie 1 Traitements et salaires	33 712 893
<i>Article 1 Charges du personnel</i>	33 712 893
Partie 4 Subventions et transferts	33 981 922
<i>Article 1 Dons, subventions et transferts</i>	33 981 922
Chap 41 AGENCE NATIONALE D'ETUDES ET DE SUIVI DES PROJETS	165 789 179
<i>S/Chap 01 agence nationale d'études et de suivi des projets</i>	150 000 000
Partie 4 Subventions et transferts	150 000 000
<i>Article 1 Dons, subventions et transferts</i>	150 000 000
<i>S/Chap 71 cellule prsa</i>	15 789 179
Partie 2 Biens et Services	15 789 179
<i>Article 1 Achats des biens</i>	15 789 179
Chap 42 AGENCE TADHAMOUNE	384 000 000